



Présidentielle / Programme Mélenchon : les médias français « sous le contrôle d'une oligarchie »

« Les **médias** représentent un **sujet majeur** et on ne peut aborder ce sujet sous le seul angle économique », a considéré **Alexis Corbière**, porte-parole de **Jean-Luc Mélenchon**, candidat La France insoumise à la présidentielle, en introduction de son intervention aux Rencontres de l'Union des entreprises de conseil et achat média (Udecam), jeudi 2 mars. Il s'est d'ailleurs immédiatement élevé contre la position exprimée peu avant par l'Udecam de transfert de la tutelle du secteur au ministère de l'Economie. Pour Alexis Corbière, les médias doivent rester sous celle de la Culture et de la Communication : « **Ce n'est pas une activité économique comme une autre.** »

Alors que la consommation d'images (télévision et autres) représente « la 2e activité humaine après le sommeil », le porte-parole a dénoncé des médias qui sont « aujourd'hui, en France, **sous le contrôle d'une oligarchie** ». « C'est **inacceptable** » et cela « pose un **problème démocratique** ». « **Neuf personnes possèdent 80 % des médias**, et une vingtaine de personnes la quasi-totalité », a-t-il décompté. C'est, selon lui, le fruit de « choix [faits] dans les années quatre-vingt » qui ont conduit à « accroître le profit, notamment publicitaire ».

Dans son programme *L'avenir en commun*, Jean-Luc Mélenchon propose ainsi une « **loi anticoncentration** » « protégeant le secteur des intérêts financiers, favorisant la transformation des médias en coopératives de salariés et de lecteurs-auditeurs-télespectateurs », selon le document.

Abrogation des lois Tasca

Sa VIe République inclura la « **constitutionnalisation de l'indépendance des médias** [...], du **droit à l'information** et de la **culture pour tous les citoyens** », a indiqué Alexis Corbière. Le programme prévoit aussi la création d'un **Conseil supérieur des médias**, qui fusionnerait notamment le CSA et l'ARPP, et comprendrait des « représentants de l'exécutif, du législatif, des professionnels et des associations d'usagers », a-t-il poursuivi.

Autre proposition : l'**abrogation des décrets Tasca** dont la « principale conséquence » a été d'« obliger le service public [à faire appel] à des producteurs privés ». D'où une situation qu'il qualifie de « paradoxale » avec « un gaspillage d'argent public » alors même que France Télévisions ne détient pas les droits de ses programmes, a-t-il précisé. Dans la même logique, le candidat est favorable à la « **[reconstitution]** de ce qui existait avant, la **SFP** », soit d'une « **force de production** » qui rendrait « l'audiovisuel public bien plus puissant », a considéré Alexis Corbière.

Concernant **France Télévisions**, le nombre de chaînes et l'encadrement de la publicité actuels satisfont le candidat. En revanche, la **nomination de son président** et de celui de **Radio France** devrait **relever du Parlement**, après présentation par les candidats de leur projet devant les citoyens.

Jean-Luc Mélenchon veut aussi « **mettre un terme à la sondocratie** » et donc limiter le « poids des sondages », a expliqué son représentant. L'outil : l'adoption d'une proposition de loi du sénateur Jean-Pierre Sueur adoptée par le Sénat en 2011 « et enterrée depuis », selon le texte du programme. Enfin, Alexis Corbière s'est dit favorable à ce que les **Gafa** (Google, Amazon, Facebook, Apple) « **payent des impôts sur le territoire** », au risque de les voir « l'emporter ».

L'Udecam a mis ses Rencontres 2017 sous le signe de la présidentielle, donnant aux principaux candidats l'occasion de présenter leur programme pour le secteur des médias. Sont intervenus, dans l'ordre chronologique, Benoît Hamon, Mikael Sala pour Marine Le Pen, Alexis Corbière pour Jean-Luc Mélenchon et Nathalie Kosciusko-Morizet pour François Fillon. Emmanuel Macron, un temps annoncé, n'était finalement ni présent ni représenté. ■